



L'Union africaine (UA) a confirmé vendredi qu'elle ne tiendra plus son sommet de juillet au Malawi, après la déclaration faite par le pays selon laquelle il préfère perdre le droit de l'accueillir que de permettre la venue du président soudanais, Omar el-Béchar, en raison de son inculpation par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre.

"L'UA a appris l'information publiée par le vice-président du Malawi, Khumbo Kachali, à la radio et la télévision et elle a, en conséquence, confirmé que le prochain sommet se tiendra à Addis-Abeba", a annoncé au téléphone à la PANA, un officiel de l'UA.

Les officiels de l'UA ont participé à une réunion d'urgence à Addis-Abeba, vendredi, pour discuter du transfert du sommet de Lilongwe dans la capitale éthiopienne, qui abrite le siège de l'organisation panafricaine.

Pendant ce temps, la décision du Malawi de renoncer à ses droits d'organisation est qualifiée de "tsunami d'investissements" pour les hommes d'affaires.

"En bref, nous sommes très, très, très tristes et nous ne savons pas quoi faire," a déclaré vendredi à la PANA, Mike Mlombwa, directeur de la société de location de voitures Chie et, par ailleurs, président de l'Association nationale des hommes d'affaires du Malawi.

"Je suis sûr que si nous ne jouons pas les bonnes cartes, cela pourrait provoquer la faillite de certaines de nos entreprises dans le pays", a-t-il ajouté.

Les observateurs ont toutefois déclaré que la décision du Malawi de ne pas accueillir le sommet peut permettre de le rapprocher des pays donateurs occidentaux.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont clairement indiqué qu'il y aurait des "conséquences" pour les pays bénéficiaires d'aide qui accueillent le président el-Béchar.

Répondant à une lettre du secrétariat de l'UA indiquant que le Malawi n'a pas le droit de décider de qui doit participer au sommet ou non, le vice-président, Khumbo Kachali, a affirmé, dans un discours spécial à la nation prononcé vendredi à la radio et à la télévision nationale : "Tout en étant obligés de respecter les décisions de l'Union africaine, nous sommes également pour d'autres accords internationaux, y compris le Traité de Rome (qui a créé la CPI). Le Malawi ne va pas accueillir le sommet de l'Union africaine".

Khartoum a écrit jeudi à l'UA qu'étant donné le refus du Malawi d'accueillir le président

el-Béchet, elle devrait envisager de déplacer le sommet de Lilongwe à son siège à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Le refus des autorités malawites d'accueillir Omar el-Béchet pourrait être motivé par la prochaine visite qu'effectuera la présidente Banda, vendredi à Washington, au cours de laquelle il aura des entretiens avec la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton.

A l'ordre du jour figure la réaffectation des 350, 7 millions de dollars américains du Millennium Challenge Account (MCC) suspendus par l'administration Obama au détriment du Malawi, entre autres raisons, à cause de la décision du Malawi d'accueillir el-Béchet en 2010.

Source: Panapress